



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
1 rue Georges Feydeau – CS 20105  
71321 CHALON-SUR-SAONE Cedex

Le 04 décembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **RAVIER RECUPERATION**

En Fressard  
71430 Saint-Bonnet-de-Vieille-Vigne

Références : CP/MV/2023/C\_204

Code AIOT : 0025300106

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/06/2023 dans l'établissement RAVIER RECUPERATION implanté En Fressard 71430 Saint-Bonnet-de-Vieille-Vigne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RAVIER RECUPERATION
- En Fressard 71430 Saint-Bonnet-de-Vieille-Vigne
- Code AIOT : 0025300106
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement RAVIER RECUPERATION est spécialisé dans la récupération, le tri et la préparation déchets de ferrailles, métaux et d'alliages en vue de leur valorisation hors site.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- situation administrative,
- gestion des eaux,
- prévention des pollutions accidentelles.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet
5	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 28/09/2007, article 4.2.2	/	Sans objet
6	Approvisionnement en eau	Arrêté Préfectoral du 28/09/2007, article 4.1.1	/	Sans objet
7	Point de rejet	Arrêté Préfectoral du 28/09/2007, article 4.3.3 modifié	/	Sans objet
8	Absence d'eau résiduaire	Arrêté Préfectoral du 28/09/2007, article 4.3.6	/	Sans objet
12	VLE pour rejet dans le milieu naturel	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17	/	Sans objet
13	(mesures périodiques)	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20	/	Sans objet
14	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25-V	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Installations classées exploitées	AP Complémentaire du 06/05/2015, article 1	/	Sans objet
2	Quantité de déchets stockés	Arrêté Préfectoral du 28/09/2007, article 5.1.7 modifié	/	Sans objet
3	Stockage des métaux	Arrêté Préfectoral du 28/09/2007, article 8.1.2	/	Sans objet
9	Réserve d'eau pour	Arrêté Préfectoral	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
	l'incendie	du 28/09/2007, article 7.5.3		
10	Détection de radioactivité	Arrêté Préfectoral du 28/09/2007, article 8.1.2.1	/	Sans objet
11	Rejet des effluents	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 22 juin 2023 a permis de relever :

- 2 non-conformités concernant la gestion des eaux (plan des réseaux incomplet, fréquence de surveillance des rejets d'eaux résiduelles insuffisante) ;
- 2 non-conformités concernant des modifications opérées par l'exploitant et non déclarées au préfet (rejet d'eaux de lavage de véhicule, recours ponctuel à l'eau du réseau d'adduction) ;
- 1 non conformité concernant la tenue du registre des déchets sortants.

Par ailleurs, la visite du site et les échanges avec l'exploitant n'ont pas permis de confirmer qu'il était en capacité de confiner les éventuelles d'eaux d'extinction afin de prévenir toute pollution à l'extérieur du site. Il lui est demandé d'apporter les justificatifs du respect de cette obligation.

En 2019, l'exploitant avait porté à la connaissance du préfet son intention d'augmenter la quantité de ferraille/acier en transit sur le site de 90 tonnes à 500 tonnes et avait joint un tableau actualisé des installations et activités du site relevant d'une rubrique de la nomenclature des installations classées.

L'inspection ayant identifié d'autres modifications non encore déclarées, **il est demandé à l'exploitant de compléter le dossier de porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation, sous un délai de deux mois.**

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 :** Installations classées exploitées

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 06/05/2015, article 1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Autorisation
<b>Prescription contrôlée :</b> La SARL RAVIER, dont le siège social est situé à SAINT-BONNET-DE-VIELLE-VIGNE, lieu-dit "En Fressard" est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de SAINT-BONNET-DE-VIELLE-VIGNE, lieu-dit "En Fressard", les installations visées à l'article 2 du présent arrêté et détaillées dans les articles non modifiés de l'arrêté du 28 septembre 2007.

Rubrique	(AS, A-SB, A, E, D, NC)	Désignation des installations	Capacité autorisée
2713-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1000 m²	2160 m³
2718-1	A	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2710, 2711, 2712, 2717 et 2719. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	8 t
2791-2	DC	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant : 2. Inférieure à 10 t/j	1 t/j
1435	NC	Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs. Le volume annuel de carburant (liquides inflammables visés à la rubrique 1430 de la catégorie de référence [coefficient 1] distribué étant : 3. Supérieur à 100 m³ mais inférieur ou égal à 3 500 m³	2 m³
2714	NC	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³	30 m³

#### Constats :

Suite à la modification de la rubrique 2713 survenue en 2018, les installations de transit, regroupement, tri de déchets de métaux dont la surface est supérieure à 1 000 m² relèvent du régime de l'enregistrement.

En mars 2019, l'exploitant a porté à la connaissance du préfet la liste actualisée des installations et activités du site relevant d'une rubrique de la nomenclature des installations classées.

2713-1	E	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712. La surface étant : 1. Supérieure ou égale à 1000 m²	2160 m³
--------	---	--	---------

Le reste du tableau des installations est inchangé.

Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué avoir mis en sommeil l'activité de broyage de câbles relevant de la rubrique 2791. Il indiquera à l'inspection son intention quant à la reprise éventuelle de cette activité ou son arrêt définitif.

L'inventaire des déchets présents sur le site a été consulté. Il n'a pas fait apparaître de dépassement des quantités autorisées. Notamment la quantité de batteries présentes (déchets dangereux) est de 2 tonnes.

L'arrêté d'autorisation du site sera prochainement actualisé pour intégrer l'évolution du classement de l'activité visé à rubrique 2713, sur la base des éléments du porté à connaissance dont les compléments sont attendus sous deux mois.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

## N° 2 : Quantité de déchets stockés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2007, article 5.1.7 modifié

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Les principaux déchets générés ou stockés en fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :

Type de déchets	Stockage		Localisation
	Volume Maximal	Durée maximale de stockage	
<b>Déchets non dangereux</b>			
Acier	90 t	1 mois	Parcelle 489
Cuivre	6 t	1 mois	Parcelles 486 et 487
Aluminium	5 t	1 mois	Parcelles 486 et 487
Zinc	4 t	6 mois	Parcelles 486 et 487
Acier inox	5 t	2 mois	Parcelles 486 et 487
Câbles avant broyage	20 t	1 mois	Parcelles 486 et 487
Cuivre issu du broyage	4 t	1 mois	Parcelles 486 et 487
DIB (plastiques, cartons, bois, etc.)	12 t	1 mois	Parcelles 486 et 487
Déchets plastiques issus du broyage	3 t	1 mois	Parcelles 486 et 487
<b>Déchets dangereux</b>			
Batteries d'accumulateur	8 t	2 mois	Benne inox couverte
Huiles usagées	2 fûts de 200 l	6 mois	Atelier
Eaux des séparateurs hydrocarbures	6 t	/	} Entretien annuel des trois } séparateurs
Boues des séparateurs hydrocarbures	2 t	/	

Constats :

L'exploitant a porté à la connaissance du préfet son intention d'augmenter de 90 tonnes à 500 tonnes la quantité de déchets d'acier/ferraille en transit sur son site .

Un état des stocks de déchets métalliques a été remis lors de l'inspection. Il indique que l'exploitant respecte à ce jour les quantités maximales figurant dans son arrêté d'autorisation. Les quantités observées lors de la visite sont cohérentes avec les quantités indiquées.

L'inspection rappelle que l'activité de tri, transit, regroupement de déchets métalliques est classée selon la surface d'entreposage. Cette activité est déjà enregistrée pour une surface de 2 160 m². L'augmentation de la quantité d'acier en transit sans augmentation des surfaces dédiées à cette activité ne modifie pas le classement du site. Cependant, il est rappelé à l'exploitant qu'il est tenu de respecter les conditions d'aménagement et de stockage prévues à l'article 8.1.2, en maintenant une voie de circulation de 3,5 mètres depuis l'entrée jusqu'au poste de réception et en direction des zones d'entreposage et en limitant la hauteur maximale de stockage à 3 mètres de hauteur sans dépasser de 1 mètre la clôture.

Sous deux mois, l'exploitant complètera son porter à connaissance par un plan actualisé du site sur lequel figure la délimitation des aires d'entreposage des différentes catégories de déchets. Les hauteurs d'entreposages seront précisées.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

### N° 3 : Stockage des métaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/09/2007, article 8.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagement du site
<b>Prescription contrôlée :</b> Les voies de circulation, les aires de stationnement et de stockage doivent être recouvertes d'un revêtement étanche (goudronnées ou bétonnées) et aménagées de façon à permettre une collecte et un traitement des eaux pluviales.  Les zones de dépôt doivent être construites en matériaux très robustes, susceptibles de résister aux chocs et à l'abrasion et être suffisamment lisses pour éviter l'accrochage des matières.  Une voie de circulation de largeur minimale de 3,50 mètres doit être prévue à partir de l'entrée jusqu'au poste de réception et en direction de chaque dépôt.  La hauteur maximale des stockages est limitée à 3 mètres par rapport au niveau du sol sans excéder un mètre au-dessus de la clôture mentionnée à l'article 7.3.1.  Les locaux d'exploitation et les postes de travail doivent être aménagés conformément aux dispositions de la législation du travail.
<b>Constats :</b> Le respect de cette prescription n'appelle pas de remarque particulière. Les allées sont dégagées, la hauteur maximale de stockage des déchets était respectée le jour de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Traçabilité des déchets (Articles 1 à 5)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Traçabilité
<b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes : a) Concernant la date de sortie de l'installation :- la date de l'expédition du déchet ; b) Concernant la dénomination, nature et quantité :- la dénomination usuelle du déchet ;- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m <sup>3</sup> ; c) Concernant l'origine du déchet :- l'adresse de l'établissement ;- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ; d) Concernant la gestion et le transport du déchet :- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé

<p>mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;e) Concernant la destination du déchet :- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.</p>
<p><b>Constats :</b>  <b>Non conformité n° 1 : L'exploitant a présenté un tableau de suivi des déchets expédiés du site. Il apparaît qu'il ne contient pas l'ensemble des informations prévues.</b> Le registre de sortie des déchets reste à formaliser.</p> <p><b>Demande de compléments n° 1 : Sous deux mois, l'exploitant communiquera à l'inspection une copie du registre des déchets sortants du site conforme aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 5 : Plan des réseaux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/09/2007, article 4.2.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.  Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li> <li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)</li> <li>• les secteurs collectés et les réseaux associés</li> <li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)</li> <li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li> </ul> </p>
<p><b>Constats :</b>  <b>Non conformité n° 2 : Le plan des réseaux ne comporte pas les réseaux d'alimentation.</b></p> <p><b>Demande de compléments n° 2 : Sous deux mois, l'exploitant communiquera un plan à jour de l'ensemble des réseaux et faisant apparaître l'ensemble des équipements requis (compteurs, disconnecteurs...).</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>



## N° 6 : Approvisionnement en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/09/2007, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :  Origine de la ressource : Nappe phréatique Consommation maximale annuelle : < 10 m3
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué utiliser l'eau de son puits pour ses installations (lavage, arrosage...). Il dispose également d'un raccordement au réseau d'adduction publique. La présence d'un disconnecteur a été constatée.  <b>Non conformité n° 3 :</b> Depuis 2018, la consommation annuelle du site est de l'ordre de 30 m <sup>3</sup> . Tout en restant modeste, elle dépasse la quantité maximale indiquée dans l'arrêté d'autorisation.  <b>Demande de compléments n° 3 :</b> L'exploitant complètera le porter à connaissance de 2019 en précisant la consommation actuelle du site. Il identifiera les différents postes consommateurs d'eau du site et adressera un bilan détaillé à l'inspection en justifiant les volumes d'eau consommés.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 7 : Point de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/09/2007, article 4.3.3 modifié
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° ED
Nature des effluents	eaux domestiques
Exutoire du rejet	Milieu naturel par épandage
Traitement avant rejet	Biologique par fosse
Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° EP-1
Nature des effluents	Eaux pluviales de ruissellement des parcelles 486 et 487
Exutoire du rejet	Puits d'infiltration situé parcelle 492
Traitement avant rejet	Séparateur d'hydrocarbures
Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° EP-2
Nature des effluents	Eaux pluviales de ruissellement de la parcelle 489
Exutoire du rejet	Fossé bordant la voie communale puis ruisseau de Velle
Traitement avant rejet	Séparateur d'hydrocarbures
Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° EP-3
Nature des effluents	Eaux pluviales de ruissellement des parcelles 477 et 685
Exutoire du rejet	Fossé bordant la voie communale puis ruisseau de Velle
Traitement avant rejet	Séparateur d'hydrocarbures
Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N° EP-4
Nature des effluents	Eaux pluviales de toitures
Exutoire du rejet	Fossé bordant la voie communale ou infiltration dans le sol
Traitement avant rejet	néant

#### Constats :

L'établissement comporte 3 points de rejets des eaux pluviales de ruissellement.

Les points de rejets EP1 et EP2 correspondent au rejet des eaux de ruissellement des aires de manipulation et de stockages des déchets qui ont été imperméabilisées.

Lors de la visite du site, il est apparu que le point de rejet EP1 évacuait les effluents dans un champ (parcelle 492) en pente et non dans un puits d'infiltration. Les eaux ruissellent jusqu'à un talweg qui rejoint ensuite un petit cours d'eau, la Velle.

**Le rejet directement dans un champ n'est pas acceptable. L'exploitant proposera donc une solution qui le soit (puits perdu avec contrôle préalable de la qualité des eaux ou rejet direct dans un cours d'eau via, éventuellement, un fossé). L'exploitant complètera son porter à connaissance de 2019 sur ce point également.**

#### Observation :

L'inspection rappelle que l'infiltration des eaux pluviales susceptible d'être polluées n'est possible que si le premier flot des eaux pluviales est recueilli et analysé avant rejet ce qu', à priori, ne permet pas la configuration du site actuelle. La prescription est jugée inadaptée.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suite

**Proposition de suites :** Sans objet

N° 8 : Absence d'eau résiduaire

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 28/09/2007, article 4.3.6

**Thème(s) :** Risques chroniques, Eau

#### Prescription contrôlée :

L'exploitation de l'établissement ne génère pas d'eau résiduaire. Les eaux utilisées pour le fonctionnement du broyeur séparateur de câble circulent obligatoirement en circuit fermé.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• qu'il avait mis en sommeil l'activité de broyage de câble. Le broyeur est toujours sur place,</li> <li>• qu'il lavait ses véhicules sur le site générant ainsi un effluent non prévu par son autorisation.</li> </ul> <p><b>Non conformité n° 4 : L'exploitation génère des eaux de lavage de ses véhicules qui sont rejetées à l'extérieur de site après passage dans un séparateur d'hydrocarbures. Cet effluent n'est pas mentionné dans son arrêté d'autorisation</b></p> <p><b>Demande de complément n° 4 : L'exploitant complètera son porter à connaissance de 2019 sur ce point également avec tous les éléments d'appréciation (volume, point de rejet,...)</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 9 : Réserve d'eau pour l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/09/2007, article 7.5.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressource en eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'un poteau d'incendie permettant un débit de 60 m<sup>3</sup>/h pendant au minimum 2 heures. Ce poteaux est positionné de telle sorte que chaque aire de stockage se trouve à moins de 200 mètres.</li> </ul> <p>Ou</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m<sup>3</sup></li> <li>• d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant les risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés.</li> <li>• d'une réserve de sable sec et meuble en quantité adaptée au risque sans être inférieure à 100 litres et des pelles.</li> <li>• d'un moyen permettant d'alerter les services de secours</li> <li>• de plans de locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La présence d'une réserve d'eau d'incendie de 120 m<sup>3</sup> a été constatée.</p> <p>Les extincteurs ont été contrôlés le 04/10/2022.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir eu la visite des pompiers du centre de secours et d'incendie de Perrecy Genelard mais n'a pu en préciser la date. Une nouvelle rencontre est prévue. La date restait à fixer.</p> <p>L'exploitant confirmera la tenue de cette visite et en adressera un compte-rendu à l'inspection des installations classées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 10 : Détection de radioactivité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/09/2007, article 8.1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> Tous les métaux ou déchets de métaux doivent au préalable de leur admission faire l'objet d'un contrôle de leur radioactivité par portique de détection ou radiamètre portable.  [...]  La vérification du bon fonctionnement du dispositif de détection de la radioactivité est réalisée périodiquement. La périodicité retenue par l'exploitant doit être justifiée, elle a lieu au moins une fois par an. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de vérification et de maintenance réalisées sur le dispositif de détection de la radioactivité.
<b>Constats :</b> L'exploitant dispose d'un radiomètre portable dont la dernière vérification date du 29/06/2022. La prochaine est prévue le 23/06/2023, quelques jours après l'inspection.
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées considère que le contrôle d'absence de radioactivité au moyen d'un radiamètre n'apporte pas la même fiabilité qu'avec un portique correctement réglé en fonction du bruit de fond local. L'exploitant a confirmé que l'achat d'un portique était à l'étude. Il informera l'inspection des installations classées des conclusions de cette étude.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Rejet des effluents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 16
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Entretien
<b>Prescription contrôlée :</b> Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien.
<b>Constats :</b> L'exploitant produits les justificatifs du nettoyage des séparateurs associés au rejet EP1 et EP2 réalisé le 09/03/2023. Six tonnes de déchets ont été pompés et évacués du site.
<b>Observations :</b> L'exploitant a indiqué qu'il avait prévu le nettoyage des réseaux du site courant juillet. Il communiquera un justificatif de ces travaux à l'inspection des installations classées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 12 : VLE pour rejet dans le milieu naturel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 17
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau

<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes. :</p> <p>Matières en suspension totales (Code SANDRE : 1305) : flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j : 100 mg/l flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j 35 mg/l</p> <p>DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314) flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j : 300 mg/ flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j : 125 mg/l</p>
<p><b>Constats :</b> Le dernier contrôle de la qualité des eaux de ruissellement rejetées par l'exploitant date du 15/06/2021 (EP1 et EP2).</p> <p>Le contrôle a porté sur un échantillon ponctuel. Les paramètres mesurés ont été : MES, DCO, DBO5, indice hydrocarbure.</p> <p>Il n'a pas révélé de non-conformité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

#### N° 13 : Mesures périodiques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 20</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p><b>Non conformité n° 5 :</b> L'exploitant assure la vérification de la qualité de ses effluents tous les 3 ans et non tous les ans.</p> <p><b>Demande de complément n° 5 :</b> L'exploitant actualisera son programme de contrôle et le transmettra à l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Demande de complément n° 6 :</b> L'exploitant communiquera le rapport de contrôle 2023 de ses effluents à l'inspection des installations classées.</p> <p>Ces éléments sont attendus sous deux mois.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Sans objet</p>

**N° 14 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 25-V
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.
<b>Constats :</b> La visite du site et les échanges avec l'exploitant n'ont pas permis de confirmer qu'il était en capacité de confiner les éventuelles d'eaux d'extinction afin de prévenir toute pollution à l'extérieur du site.  <b>Demande de complément n° 7 :</b> Sous deux mois, l'exploitant devra justifier à l'inspection des installations classées qu'il est en capacité de respecter les dispositions de l'article 25-V de l'arrêté ministériel du 26/11/2012 modifié relatives au confinement des eaux susceptibles d'être polluées, notamment les éventuelles eaux d'incendie.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet